

SUJET N°13 : L'Etat est-il un mal nécessaire ?**INTRODUCTION**

L'histoire a été marquée par des interrogations sur la place de l'Etat, sur son rôle politique et social. L'Etat se définit par un ensemble d'administration, d'institutions censées régler la vie en société par l'instauration de lois pour éviter que les hommes ne se nuisent entre eux. Il est donc certes un bienfait pour l'homme mais il constitue également une contrainte. C'est dans cette perspective que notre sujet nous invite à analyser la question selon laquelle « l'Etat est-il un mal nécessaire ? ». Il s'agit donc ici d'articuler les notions de moralité, que l'on peut définir comme science du bien, et de la politique qui est l'art de gouverner la cité antique ou l'Etat moderne aujourd'hui. L'Etat est-il nécessaire ? En quoi peut-il constituer un mal pour l'homme ? De là, peut-on en déduire que c'est cette part " mauvaise " de l'Etat qui est nécessaire, ou n'est-ce pas plutôt un autre de ses aspects qui l'est ? Nous sommes donc amenés à nous interroger sur la " légitimité " de l'accomplissement du mal par l'Etat. Ne peut-on pas concevoir un type d'Etat qui répondrait à cette nécessité tout en évitant le mal ? Il faudra donc, dans un premier temps, s'interroger sur ce qui peut rendre la mise en place d'un Etat nécessaire ; puis, dans un second temps, nous verrons dans quelle mesure l'Etat peut être jugé bon ou mauvais et quelle est alors sa légitimité. Enfin, nous nous pencherons sur les conditions de possibilité d'un Etat sans mal, ou du moins d'un Etat qui s'éloignerait du mal.

DEVELOPPEMENT

L'Etat peut être défini comme un mode d'organisation sociale, doté d'un ensemble d'institutions et d'une autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple dans un territoire déterminé. Il est aussi une société organisée ayant un gouvernement autonome dépositaire de la puissance publique.

En somme, c'est le pouvoir politique institutionnalisé. Le rôle de l'Etat est diversement apprécié ; d'aucuns pensent qu'il est garant des libertés individuelles et d'autres estiment qu'il menace les libertés. L'Etat serait-il plus à craindre que l'absence de l'Etat ? L'Etat est souvent perçu comme une force contraignante envers les citoyens : il interdit. Pour Aristote, L'homme est un *animal politique*, autrement dit, l'homme ne peut se concevoir que dans le cadre de la société. Pour les Anciens, le monde suit une hiérarchie, un ordre naturel. L'essence précède l'existence et chacun a une place dans le monde qui lui revient selon sa nature. Le mal, la violence procède par conséquent d'une atteinte à cet ordre. L'Etat apparaît alors nécessaire pour faire respecter cet ordre naturel qui garantit la paix. Bossuet, un peu plus tard, propose une vision analogue de l'Etat à ceci près que cet ordre naturel est d'origine divine. Dans les deux cas, l'Etat est légitimé par une transcendance : la nature ou Dieu, ce qui s'oppose aux théoriciens du " contrat social " selon lesquels l'Etat tire sa légitimité de la société elle-même, de la nature de l'homme. Il relève donc d'une décision des hommes, il est institué. En effet, Rousseau explique dans son Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes (1755) que l'homme est à l'état de nature un être amoral qui vit seul. La non satisfaction de ses besoins par la nature l'amène alors à constituer une société. Ainsi, la société serait une provocation et non une vocation comme le sous-entend Aristote. Avec cette société apparaissent les passions, les rivalités et les conflits entre les hommes. L'instauration d'un Etat législateur devient alors nécessaire. Pour Hobbes Le Léviathan, « *l'homme est un loup pour l'homme* ». En effet, l'homme a selon lui une propension naturelle à faire le mal et l'état de nature est un état de guerre permanente. L'Etat apparaît alors comme autorité pour régler cette société, corriger l'homme et l'empêcher d'accomplir la violence. L'Etat a été institué pour jouer le rôle d'arbitre. Mais en réalité, l'Etat n'est jamais neutre. Il est toujours au service de la classe dominante. Par exemple, dans les sociétés capitalistes, l'Etat est au service de la bourgeoisie ; les bourgeois en ont fait un instrument de domination pour préserver leurs intérêts et pour exploiter la classe ouvrière. C'est pour cette raison que **Marx et Engels** ont prôné la disparition de l'Etat en remplacement de la société communiste qui est une société sans classes. Dans l'Idéologie allemande, Marx affirme que l'Etat est un instrument d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pourquoi il estime que seul le « dépérissement » de l'Etat pourra mettre fin à la misère de la classe prolétarienne. Le point de vue de Marx est partagé par les anarchistes **Proudhon et Bakounine** qui considèrent que « *l'Etat, c'est l'ennemi* ». Dans les Confessions d'un révolutionnaire, Proudhon dit que « *le gouvernement de l'homme par l'homme, c'est de la servitude* ». Même le gouvernement démocratique, pris pour la meilleure forme des régimes politiques, n'est pas épargné. Les anarchistes aspirent à la disparition de l'Etat, donc à toute forme de contrainte pour l'émergence d'une liberté totale de l'individu. **Nietzsche** s'est également prononcé sur l'Etat en le critiquant sévèrement. Dans son ouvrage Ainsi parlait Zarathoustra, il compare l'Etat à un monstre froid et un

menteur qui prétend représenter le peuple. Il dit à ce propos : *« Etat, qu'est-ce cela donc ? (...) Je vais vous parler de la mort des peuples. L'Etat, c'est le plus froid des monstres froids. Il est froid même quand il ment ; et voici le mensonge qui s'échappe de sa bouche : ' « moi l'Etat, je suis le peuple »*. Dans le même ordre d'idée, Nietzsche ajoute que quoi que l'Etat puisse avoir il l'a volé et quoi qu'il dise il ment, et il ment.

Après avoir développé les arguments qui confirment la thèse selon laquelle l'état est un mal nécessaire, nous avons pu constater les limites et les insuffisances de notre sujet, que nous sommes tenus de compléter et d'éclairer à travers d'autres considérations philosophiques.

L'Etat a fait l'objet de diverses interprétations opposant ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Mais une position intermédiaire semble s'installer avec **Paul Valéry** qui dit que *« Si l'Etat est fort, il nous écrase ; s'il est faible, nous périssons »*. Que choisir face à ce dilemme ? La toute-puissance de l'Etat ou sa faiblesse ? Paul Valéry invite à un fonctionnement équilibré de l'Etat, de telle sorte que les libertés soient garanties sans qu'elles nuisent au pouvoir de l'Etat. L'actualité montre fréquemment que l'absence d'un Etat, sa faiblesse concourrait à renforcer les conflits sociaux. C'est notamment le cas des guerres civiles, en Afrique par exemple, comme le décrit l'écrivain ivoirien Kourouma dans **Allah n'est pas obligé**. Il y décrit le désordre et la violence absurde qui règnent au Libéria et en Sierra Leone. Les lois et les droits y sont variables d'un endroit à un autre et changent selon le bon vouloir des chefs de factions qui utilisent les enfants comme instruments de guérilla. La présence d'un Etat, qui fixe des lois, est une garantie de liberté et de sécurité. L'Etat se voit effectivement souvent attribué des fonctions positives garantissant le bien de la société. Il permet une paix et une régulation sociale en dissuadant ou en sanctionnant les crimes par la loi, mais également, dans une certaine mesure, en les amnistiant. L'Etat a plusieurs fonctions et finalités. Sur le plan intérieur, il a pour fonction d'assurer la sécurité des biens et des personnes en garantissant les libertés individuelles. Pour cela, il dispose de moyens coercitifs, contraignants que **Louis Althusser** appelle appareils répressifs d'Etat comme la police, la gendarmerie et l'armée. Ils sont dits répressifs parce qu'ils répriment, punissent et rappellent à l'ordre ceux qui violent la loi. Parallèlement. En même temps, il dispose d'appareils idéologiques d'Etat comme l'école, les syndicats la mosquée, l'église, la synagogue et tout autre lieu de culte ou d'endoctrinement. Sur le plan extérieur ou international, l'Etat assure l'intégrité territoriale au moyen de l'armée. Etant donné que l'Etat a la possibilité de sévir par le biais de ses institutions compétentes, il est légitime de dire qu'il est une source de contrainte sur les individus. Néanmoins, il leur accorde des droits et veille sur leurs libertés et sécurité, d'où la question des rapports entre l'Etat et la liberté. **Spinoza, Hegel, Rousseau, Hobbes et John Locke**, ont une vision positive de l'Etat : ils pensent que l'Etat garantit les libertés. **Rousseau**, dans son Contrat social, soutient que l'Etat ne menace pas les libertés. A son avis, *« il n'y a point de liberté sans lois... L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté »*. En d'autres termes, aussi contraignantes qu'elles puissent être, les lois garantissent néanmoins la liberté des hommes. Pour **Hobbes**, le pouvoir de l'Etat doit être absolu ; faute de quoi les hommes tomberaient de nouveau dans la violence. Et c'est cette absolutité qui garantit, selon lui, les libertés individuelles. **John Locke** affirme, pour sa part, que même si l'Etat est un instrument qui assure la liberté ainsi que la sécurité des biens et des personnes, son pouvoir doit être quand même limité, il ne doit pas empiéter sur la propriété privée des hommes. Pour Hegel, tout au contraire, *« Tout ce que l'homme est, il le doit à l'Etat ; c'est là que réside son être. Toute sa valeur, toute sa réalité spirituelle, il ne les a que par l'Etat »*.

Certes, l'Etat est un bienfait pour les hommes mais il laisse apparaître des contradictions et peut être porteur du mal. En effet, l'Etat garantit le respect de l'égalité et de la liberté dans la démocratie mais il demande en contre-partie un renoncement partiel à cette liberté et l'obéissance à une autorité. L'Etat peut donc faire paradoxalement le mal pour empêcher le mal. Toute loi est en effet attachée à un pouvoir coercitif et à la possibilité d'une sanction.

CONCLUSION

Au terme de notre analyse, il convient de noter que l'Etat peut paraître au départ contraignant puis à la suite une nécessité, d'où la difficulté de notre sujet « L'Etat est-il un mal nécessaire ? ». Ainsi, il apparaît que, pour que l'Etat ne soit pas un mal, qu'il ne porte pas atteinte à la liberté humaine, il doit prendre comme principe d'action et tirer sa légitimité de la volonté générale. En effet, si la loi édictée par l'Etat procède de la volonté générale, alors se soumettre à cette loi n'est donc pas un mal car c'est se soumettre à sa propre loi. L'Etat est donc une nécessité mais ce n'est pas un mal nécessaire pour l'homme. Mais d'une manière plus générale, le pouvoir de l'Etat doit être limité et c'est l'état de droit et non la loi du plus fort qui doit régner pour éviter toute dérive totalitaire. De plus, tout dépend de quels principes dérive l'autorité. Elle ne doit donc pas dériver de la force qui est illégitime, mais de la volonté générale.